

Le gouvernement a annoncé dans son budget qu'il augmenterait le prix de l'essence de 2c. le litre, mais pas avant le 3 septembre 1985, afin de ne pas nuire à l'industrie touristique. Or, il n'a pas tenu compte de ce qui va se produire après cette date.

Il a oublié également que dans certaines régions du pays, les taxes provinciales peuvent atteindre jusqu'à 22 p. 100. D'autre part, il y a une province où l'on ne paie pas de taxe. En fait, ce projet de loi particulier rapportera des revenus fiscaux inespérés aux gouvernements provinciaux et entraînera une taxation globale excessive. Le budget frappe plus durement une personne qui habite à Terre-Neuve par rapport à une autre qui habite dans une autre province. On a calculé que les Terre-Neuviens doivent payer une fois et demie les taxes imposées dans ce projet de loi. Voilà qui n'est certainement pas équitable. Ce projet de loi ne frappe pas également tous les Canadiens.

Il en va de même pour les changements proposés à l'impôt sur le revenu. Quand on fait sa déclaration d'impôt, il faut d'abord calculer l'impôt fédéral et ensuite l'impôt provincial qui est calculé à son tour selon un pourcentage de l'impôt fédéral à payer. Si l'on apporte des changements à l'impôt fédéral, l'impôt provincial à verser en est à son tour modifié. Dans une province comme Terre-Neuve où l'impôt provincial est déjà élevé, on finit par payer encore plus d'impôt provincial. Voilà donc de quelle façon les mesures budgétaires présentées par le gouvernement augmentent les recettes des gouvernements provinciaux, en plus de rapporter au gouvernement fédéral.

Les Canadiens vivant dans les provinces plus démunies doivent payer le double de ce que leurs concitoyens paient dans les autres provinces, en raison de la part proportionnelle que s'approprie le gouvernement provincial, qu'il s'agisse d'impôt sur le revenu ou de taxe de vente. Ces gens voient que le gouvernement dépense à tort et à travers, à coups de 1 milliard par ci, 1 milliard par là, avec la plus grande nonchalance. Ces sommes ont été dépensées par suite d'une décision prise à la dernière minute par le ministre des Finances ou la ministre d'État chargée des Finances (M^{me} McDougall) sous la direction du premier ministre (M. Mulroney) lors d'une réunion privée ayant eu lieu un samedi après-midi pendant que se poursuivait la conférence économique et que les caméras tournaient. Le premier ministre a dû se décider sur-le-champ et il a pris une décision qui coûtera 1 milliard de dollars aux contribuables canadiens.

M. Turner (Ottawa-Carleton): Ça suffit! Ça suffit!

M. Baker: Ce sont les décisions de ce genre qui incitent le Canadien ordinaire à s'interroger sur les initiatives du gouvernement. Il voudrait bien savoir pourquoi le gouvernement s'en prend à lui au poste d'essence, augmente son impôt sur le revenu, et tout le reste.

Une voix: Pour payer nos dettes.

M. Baker: Le député soutient que c'est pour payer nos dettes. S'il faut payer nos dettes, alors pourquoi distribuons-nous tant d'argent? Pourquoi le gouvernement donne-t-il aux riches et prend-il aux pauvres? Pourquoi d'une part le gouvernement dépense-t-il 1 milliard par ci et 1 milliard par là avec

Taxe d'accise—Loi

une si grande insouciance, alors que de l'autre il augmente les primes de l'assurance-chômage? Pourquoi, après avoir examiné le régime de l'assurance-chômage, en est-il venu à la conclusion que c'était du gaspillage? Pourquoi y a-t-il tant de contradictions?

Pendant la campagne électorale, tous les députés conservateurs se sont plaints au sujet des projets de création d'emplois qu'ils qualifiaient de cadeaux. J'avoue que cette idée a plu à beaucoup de gens qui reconnaissent que certains de ces projets étaient du gaspillage. Mais que s'est-il passé? Rien. Rien n'a changé. Pas plus tard qu'hier, le gouvernement du Canada, de concert avec le gouvernement de Terre-Neuve, a annoncé la mise en œuvre de projets créateurs d'emplois à l'intention des pêcheurs de la côte nord-est de la province. Cette annonce est réjouissante et j'en félicite la ministre de l'Emploi et de l'Immigration (M^{me} MacDonald). Mais pourquoi diable n'a-t-elle rien fait pour corriger ce problème quand il lui a été signalé il y a trois mois de cela? Si elle était intervenue alors, nous ne serions pas aujourd'hui si pressés par le temps et nous n'aurions pas à mettre sur pied des projets à court terme de création d'emplois afin que les gens puissent obtenir leurs 10 timbres. C'est une maigre consolation pour les Canadiens que de constater que le gouvernement du Canada est en train de réexaminer tout le régime de l'assurance-chômage, mais que dans un an ou deux, beaucoup de Canadiens cesseront d'y être admissibles quelle que soit leur situation.

Je crois avoir dit à peu près tout ce qu'il y a à dire au sujet de ce projet de loi. Il est terrible. M. le Président ne me permet pas de passer toutes les hausses fiscales en revue. J'accepte sa décision. Il occupe ce poste depuis quelques années, et il connaît les règles. Je devrais les connaître également. Il reste que ce projet de loi est terrible. Le ministre des Finances ou la ministre d'État chargée des Finances ne peuvent pas le justifier. Aucun député conservateur ne peut le justifier. Ce projet de loi va à l'encontre de toutes les promesses électorales. Je garantis aux députés conservateurs que nous emploierons tous les moyens possibles et imaginables pour retarder ce projet de loi parce qu'il est néfaste. Tous les Canadiens trouvent comme nous que la Chambre ne doit pas l'adopter.

M. Nystrom: Monsieur le Président, le député de Gander-Twillingate (M. Baker) a fait un beau discours sur le caractère injuste de ce projet de loi. Je me demande s'il serait disposé à reconnaître que le gouvernement actuel traite les citoyens ordinaires presque aussi mal que ne le faisait le gouvernement libéral.

M. Baker: C'est intéressant, monsieur le Président. Si le gouvernement libéral s'était conduit comme le gouvernement actuel, la moitié d'entre nous auraient démissionné.

M. Murphy: Ou ils seraient allés au Sénat.

M. Baker: La moitié d'entre nous seraient devenus indépendants si le gouvernement libéral s'était comporté de la même façon que le gouvernement actuel. Le premier ministre, le ministre des Finances en sont arrivés à ne plus répondre pendant la période des questions—personne ne veut répondre parce que les questions sont embarrassantes, bien entendu.